

Vancouver demande instamment des emplois convenables pour ces jeunes gens. Un organisme privé a trouvé 5,000 emplois en Allemagne pour ces jeunes l'été prochain. Toutefois, je ne crois pas qu'il nous faille dépendre de l'Allemagne pour trouver du travail à nos jeunes gens.

Les programmes à établir devraient porter notamment sur les moyens de remédier à la pollution. Le ministre des Transports (M. Jamieson) a reçu une lettre, où l'on exhortait le Conseil des ports nationaux à aider la ville de Vancouver à débarrasser les eaux du port des débris de bois flottant et autres qui l'encombrent. Pourquoi ne pas confier ce travail aux jeunes gens moyennant rémunération? Ils le feraient volontiers car ils se rendraient compte de l'utilité d'un tel travail pour la communauté. Il y aurait aussi des occasions toutes trouvées dans l'industrie forestière. Une acre sur sept de nos terres à bois est en voie de reboisement. Pourquoi ne pas orienter nos jeunes vers ce travail? Ce n'est que dans 75 ans que ces nouvelles pépinières seront prêtes pour la coupe.

En Ontario, l'abattage des ormes malades pourrait être confié à nos jeunes gens de même que la taille des haies le long de nos grandes routes; cela nous épargnerait l'emploi de produits chimiques nocifs. Il y a encore bien d'autres choses auxquelles on pourrait songer. C'est une question trop importante pour qu'on la confie à des jeunes gens. C'est à nos fonctionnaires de haute volée que revient la tâche d'organiser ces programmes, aux gens qui sont habitués à travailler avec la jeunesse et peuvent mener à bien ces entreprises. Ne pas réaliser un tel programme équivaldrait à abandonner ces jeunes à l'oisiveté ou à les laisser errer dans les rues, voies faciles du genre de propagande qui est à l'origine de la catastrophe qui désole l'une de nos provinces de l'Est.

● (9.40 p.m.)

On m'a dit que ces jeunes ne veulent pas travailler. Je pense qu'un grand nombre d'entre eux travailleraient si on leur donnait la possibilité de participer à la réalisation d'un tel programme. C'est une chance qu'il faut leur donner. S'il en est parmi eux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas travailler, il faudra alors trouver pour eux d'autres solutions, des programmes d'un autre genre. Mais nous devons mettre sur pied un tel programme à l'intention de ceux qui veulent travailler.

Comme les députés qui ont parlé avant moi, je me rends compte que mon temps de parole vient d'expirer, alors qu'il y a encore tant d'autres choses que j'aurais voulu dire. Je me permets de signaler au nouveau ministre de l'environnement que nous sommes heureux de noter qu'il tente de faire quelque chose à propos de la rivière Skagit; nous espérons que, même s'il est tard, il pourra entreprendre quelque chose en vue de préserver cette vallée que le public aime visiter pendant ses loisirs. Mais il est grandement temps d'agir, alors que les arbres ont déjà été abattus et que les victimes se tiennent prêtes pour l'holocauste. J'espère que le ministre va passer à l'action, et rapidement.

J'aurais voulu soulever d'autres questions, mais cela attendra. Dans l'intervalle, je demande instamment que nous sauvions notre écologie et éliminions la pollution et la destruction. En même temps, nous devons tout faire pour sauver notre jeunesse. Des programmes doivent être prévus, financés en partie au moins par le gouvernement fédéral pour donner du travail à nos jeunes et sauver

notre environnement. Sauver celui-ci permettra en même temps de sauver bien des jeunes.

M. Steven Otto (York-Est): Monsieur l'Orateur, je ne parlerai pas de la situation au Québec; rien de ce que je pourrais ajouter n'aurait d'utilité. Des députés en ont parlé longuement avec grande sincérité. Mais si au cours de mes observations, je faisais allusion à des questions qui pourraient avoir quelque rapport avec la situation grave qui existe au Québec, ce serait intentionnellement.

J'aimerais féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. J'ai été particulièrement impressionné par les paroles de l'honorable député d'Assiniboia (M. Douglas). Depuis qu'il est député, j'ai toujours trouvé plaisir à l'entendre poser des questions durant la période réservée à cette fin et, de temps en temps, décocher des flèches en direction du gouvernement lorsqu'il est question de la situation économique dans l'Ouest. Je me sentais une certaine affinité avec cet homme. Mais soudain, à la lecture de son discours de motionnaire, il me semble tout à coup que l'Ouest a réussi à tout vendre son blé, ou que le député a changé d'opinion et qu'il est convaincu maintenant que le gouvernement actuel est le plus formidable qui ait jamais existé, quoique, bien entendu, il y ait encore un ou deux problèmes à résoudre.

Peut-être cela s'explique-t-il par l'honneur qu'on lui a conféré d'appuyer l'Adresse. Je n'ai jamais eu cet honneur, et je suis persuadé qu'il ne me sera jamais conféré. Toutefois, bien que son allocution ait été bonne, je préférerais que le député soit revêtu de ses anciens galons. Je me sens maintenant isolé à la Chambre, bien que je sois convaincu qu'ayant repris son siège, il redeviendra lui-même, esprit délié, habile à la controverse et de nouveau captivant.

Mes observations devaient s'adresser ce soir au ministre des Finances, M. Benson; mais, je constate que ni lui ni son adjoint parlementaire ne sont présents. Cependant, j'ai bon espoir que mes remarques lui parviendront, malgré que la dernière fois que j'ai eu la chance de m'attaquer à un ministre, il semble que son adjoint, découvrant que je m'étais permis une diatribe à l'égard de son ministre, lui aurait dit: Vous feriez bien de voir Otto et de le féliciter de son discours. Et, le ministre, en entrant en Chambre, me dit: «Vous avez fait un beau discours.» Cela m'a étrangement frappé, car vu la nature de mes paroles, il était parfaitement justifié de me pourfendre. C'est donc dire que personne n'avait lu ce que j'avais dit. En fait, je n'avais rien dit de flatteur au sujet du ministre.

C'est en songeant à cela que je parlerai ce soir. Nombre de choses sensées ont été dites, nombre de remarques ont été faites au sujet de la situation présente du Canada. Pour résumer, je dirais donc que notre mal vient de ce que nous avons désormais deux factions dans notre société: les «casés» et les «laissés pour compte». Nous tous, à la Chambre, représentons les «casés»—les commerçants, les hommes d'affaires, les syndicalistes, les syndiqués, les nantis, la classe moyenne. Mais qui va parler au nom des défavorisés? Ce sont ceux qui ne se préoccupent pas du taux d'impôt de 50 p. 100 sur un revenu de \$30,000, car, au cours de toute sa vie, il ne touchera jamais un tel salaire, ni la moitié, ni même le tiers. Les défavorisés représentent 65 p. 100 de la population qui ne